



**HAL**  
open science

## Antisémitisme et judéophobie en France en 2002

Nonna Mayer

► **To cite this version:**

Nonna Mayer. Antisémitisme et judéophobie en France en 2002. La Lutte contre le racisme et la xénophobie : rapport public 2002, La Documentation française, pp.97 - 107, 2003, 9782110053312. hal-03458648

**HAL Id: hal-03458648**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03458648>**

Submitted on 30 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Analyse

### Antisémitisme et judéophobie en France en 2002

Nonna Mayer (CEVIPOF – CNRS – Sciences Po – Paris)

Depuis deux ans la France connaît une recrudescence de violences antisémites, d'une exceptionnelle gravité. Les statistiques du ministère de l'Intérieur font état, pour l'année 2000, d'un nombre record de 119 actions et 624 menaces, essentiellement au dernier trimestre, après le déclenchement de la « seconde Intifada ». En 2001 on compte 29 actions et 163 menaces, pour les deux tiers constatées après les attentats du 11 septembre, et pour les huit premiers mois de l'année 2002 près de 400 actes et menaces, intervenant surtout après le début de l'opération Rempart et l'entrée des troupes israéliennes dans le camp de réfugiés de Jénine<sup>6</sup>. Le compte s'alourdit encore si l'on ajoute aux actions et menaces signalées à la police l'antisémitisme ordinaire recensé par les services de la communauté<sup>7</sup> – crachats, insultes, et autres incivilités quotidiennes – qui ne font pas toujours l'objet d'une plainte mais entretiennent un climat d'insécurité. Faut-il y voir l'indice d'un retour en force de l'antisémitisme dans la société française, voire, comme le pense Pierre-André Taguieff, d'une « nouvelle judéophobie », diffusée par les réseaux islamistes et tiers mondistes sous le masque de l'antisionisme et de l'anti-impérialisme<sup>8</sup> ?

Le sondage commandé par la CNCNDH à l'automne 2002 sur « Xénophobie, antisémitisme, racisme et antiracisme en France »<sup>9</sup>, ainsi que le panel électoral français 2002, enquête en trois vagues menée lors des scrutins présidentiel et législatif d'avril – juin<sup>10</sup>, apportent quelques éléments de réponse à ces questions.

---

6. Voir le détail des actions et menaces dans le dernier rapport de la Commission nationale consultative des Droits de l'homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie*. 2001, Paris, La Documentation française, 2001, p. 39-45. Pour 2002 voir l'article de Cécilia Gabizon dans *Le Figaro*, 6 décembre 2002.

7. L'Observatoire du monde juif créé par le Consistoire, le FSJU et le CRIF a mis en service, en octobre 2000, une ligne verte permettant de recueillir le témoignage des victimes. Il recense pour sa part 134 actes et menaces antisémites d'octobre à décembre 2000, 308 pour l'année 2001 et 359 pour la période allant de janvier à novembre 2002.

8. *La nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et nuits, 2002.

9. Sondage BVA effectué du 29 novembre au 6 décembre 2002, en face à face, auprès d'un échantillon national de 1010 individus représentatif de la population adulte vivant en métropole. Il comprend essentiellement des personnes de nationalité française (98 %). Si on tient compte de leurs origines, 38 % de l'échantillon déclarent au moins un parent ou grand parent étranger, dont un tiers, soit 12 % de l'échantillon total, ont au moins un parent ou grand-parent non européen. Les personnes de confession juive ou musulmane ne sont pas assez nombreuses pour faire l'objet d'une analyse séparée (respectivement 6 et 37 individus). Les résultats présentés ici portent donc sur l'ensemble de l'échantillon.

10. Le Panel électoral français 2002 associe le CEVIPOF, le CIDSP (Centre d'informatisation des données socio-politiques de Sciences Po Grenoble), et le CECOP (Centre d'Études et de connaissances sur l'opinion publique), avec le soutien du ministère de l'Intérieur et de la Fondation nationale des sciences politiques. L'enquête a été administrée par la SOFRES sur des échantillons construits par quotas et représentatifs de l'électorat français adulte vivant en métropole et inscrit sur les listes électorales. On s'appuie ici sur les deux premières vagues. La première a été effectuée avant le premier tour de l'élection présidentielle, du 8 au 20 avril, en face à face (CAPI), auprès de 4107 individus. La seconde a été effectuée après le deuxième tour de l'élection présidentielle du 15 au 31 mai, au téléphone (CATI), auprès de 4017 individus. Elle a permis de ré-interroger 1822 personnes ayant déjà répondu à la première enquête.

## L'antisémitisme en 2002

Le sondage pour la CNCDH comporte quatre questions sur l'image des Juifs en France, relatives à leur appartenance à la communauté nationale, aux réparations pour les spoliations subies pendant la Seconde guerre mondiale, à la mémoire de la Shoah et à la tolérance à l'égard de propos antisémites (tableau 1). Le sentiment que les Français juifs sont des Français « comme les autres » est quasi unanime puisqu'il est le fait de 89 % des personnes interrogées, dont 63 % « tout à fait d'accord ». Il en va de même pour le principe de la restitution des biens confisqués pendant la guerre par les autorités françaises, accepté par 87 % des personnes interrogées, dont 63 % « tout à fait d'accord ». Le sentiment qu'on parlerait « trop » de l'extermination des Juifs par les nazis, manière détournée de banaliser, voire de nier Auschwitz, ne concerne que 17 % de l'échantillon, 80 % estimant au contraire qu'on en parle « ce qu'il faut » voire « pas assez ». Enfin une majorité des sondés, 59 %, trouvent normal que des propos racistes comme « sale Juif » entraînent une condamnation judiciaire.

La signification de ces réponses n'est toutefois pas évidente. On peut estimer que les Juifs ne sont pas des Français comme les autres à cause de la singularité de la Shoah, refuser le principe de la censure, même de propos racistes, au nom de la liberté d'expression ou vouloir fermer la page sur le passé douloureux de la Seconde guerre mondiale, sans être pour autant antisémite. Pour déchiffrer leur logique sous jacente, il faut croiser les réponses entre elles. Globalement, plus les personnes interrogées ont le sentiment que les Juifs ne sont pas des Français comme les autres, plus elles se montrent indulgentes envers ceux qui les insultent, réticentes à leur restituer les biens confisqués et enclines à dire qu'on parle trop de la Shoah (tableau 2). Mais les trois premières opinions ont plus de liens entre elles qu'avec la dernière<sup>11</sup>. Distinguer les Français juifs des non juifs, tolérer des propos insultants à leur égard et leur refuser réparation pour les spoliations subies pendant la guerre relève d'une même attitude défavorable à leur égard. Et on peut avec ces trois questions construire une échelle d'antisémitisme, mesurant l'intensité relative de ce sentiment dans la population, depuis les « philo sémites » qui donnent toujours la réponse la plus favorable – estimant que les propos antisémites doivent être condamnés par la justice, « tout à fait d'accord » pour que les biens confisqués soient restitués et « tout à fait d'accord » pour dire que les Juifs sont des Français comme les autres – aux plus « antisémites » qui donnent systématiquement la réponse la plus défavorable.

---

11. La question sur les Français juifs est corrélée à .34 avec celle sur les réparations et à .23 avec celle sur « sale Juif », mais à .09 avec celle sur l'extermination des Juifs. Cette dernière est corrélée à .10 avec celle sur « sale Juif » mais à .13 avec celle sur les réparations, qui elle-même est corrélée à .25 avec celle sur « sale Juif » (coefficient R de Pearson).

**Tableau 1. Les indicateurs d'antisémitisme en 2002 (%)**

	<b>Tout à fait d'accord</b>	<b>Plutôt d'accord</b>	<b>Plutôt pas</b>	<b>Pas du tout</b>	<b>Sans réponse</b>	<b>Total</b>
Les Français juifs sont des Français comme les autres	63	26	6	3	2	100
Les institutions françaises qui détiennent des biens confisqués aux familles juives durant la guerre doivent les restituer	63	24	4	3	6	100
	<b>Pas assez</b>	<b>Trop</b>	<b>Ce qu'il faut</b>	<b>Sans réponse</b>		<b>Total</b>
En France aujourd'hui, avez-vous le sentiment que l'on ne parle pas assez, que l'on parle trop ou que l'on parle ce qu'il faut de l'extermination des Juifs pendant la seconde guerre mondiale ?	28	17	52	3		100
	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Sans réponse</b>			<b>Total</b>
À votre avis, les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes comme par exemple « sale Juif » doivent-elles être ou pas condamnées par la justice ? <sup>12</sup>	59	32	9			100

Sondage BVA/CNCDH 2002

En revanche les opinions sur la Shoah ne sont corrélées qu'avec la question sur les réparations. La relation à l'histoire de la Seconde guerre mondiale, la tentation de l'oublier ou de la relativiser, au demeurant très minoritaire, constitue manifestement une dimension à part, distincte de l'antisémitisme mesuré par notre échelle. Au total, l'opinion française à l'automne 2002 apparaît toujours

12. Cette question, destinée à tester la tolérance à des propos discriminatoires de diverse nature, n'est posée qu'à un tiers de l'échantillon, le second tiers a été interrogé sur « des propos racistes comme par exemple "sale Arabe" et le troisième sur « des propos discriminatoires comme par exemple "sale pédé" ».

plutôt « philo sémite », comme le notait Olivier Duhamel dans son commentaire d'une enquête sur l'image des Juifs de France effectuée par la Sofres pour le CRIF en 1998<sup>13</sup>.

**Tableau 2 - Opinions à l'égard de la sanction de propos antisémites, de la restitution des biens confisqués aux familles juives et de la Shoah, selon la perception des Français juifs (%)**

	Les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes comme par exemple « sale Juif » doivent être condamnées par la justice <sup>14</sup> :			Les institutions françaises qui détiennent des biens confisqués aux familles juives durant la guerre doivent les restituer :			On ne parle pas assez, ce qu'il faut, trop de l'extermination des Juifs durant la Seconde guerre mondiale :		
	Oui	Non	SR	d'accord	Pas d'accord	SR	Pas assez, Ce qu'il faut	Trop	SR
Les Français juifs sont des Français comme les autres :									
Tout à fait d'accord	68 100	25	7	92 100	4	4	82 100	15	3
Plutôt	52 100	34	4	84 100	8	8	81 100	17	2
Plutôt pas	32 100	64	4	70 100	16	4	66 100	31	3
Pas du tout d'accord	11 100	89	0	46 100	36	8	57 100	43	0

Sondage BVA/CNCDH 2002

Une autre manière d'évaluer l'antisémitisme est de comparer l'image des Juifs à celle des autres minorités. L'enquête CNCDH posait à propos des Français musulmans exactement la même question qu'à propos des juifs : sont-ils aussi Français que les autres Français ? Une majorité des personnes interrogées, trois sur quatre, le pense. Mais la proportion des « tout à fait d'accord » avec cette opinion est inférieure de vingt points à celle que recueille la question sur les Juifs (44 % au lieu de 63 %). Il en va de même pour la tolérance à l'égard des propos racistes. Dire « sale Arabe » justifie une condamnation par la justice pour 51 %

13. Olivier Duhamel, « Une opinion philosémitisme », p. 177-186 dans Sofres, *L'état de l'opinion 1999*, Paris, Seuil, 1999. Il s'agit de 13 questions posées dans un questionnaire omnibus, où étaient évoqués les sujets les plus divers.

14. Voir note 7.

des personnes interrogées, mais le propos est jugé moins sévèrement que celui de « sale Juif », dont la condamnation judiciaire était justifiée par 59 % de l'échantillon. Globalement, l'opinion semble mieux disposée à l'égard des Français juifs que des Français musulmans ou arabes.

On peut s'interroger enfin sur l'évolution de l'antisémitisme dans le temps. A-t-il augmenté depuis deux ans, s'est-il banalisé, dans un contexte marqué par l'aggravation de la situation au Proche Orient et la multiplication des actes de violence contre les Français identifiés comme juifs, leurs lieux de culte, leurs écoles ? Rien n'est moins sûr. Le sentiment qu'ils sont des Français à part entière a plutôt progressé. En 1946, un peu plus du tiers de la population adulte considérait qu'un Français d'origine juive était « aussi Français qu'un autre Français <sup>15</sup> ». À l'automne 2000 plus des deux tiers approuvaient l'opinion « les Juifs sont des Français comme les autres » <sup>16</sup>. Aujourd'hui ils sont près de 90 % (tableau 1). La prise de conscience de la nécessité de sanctionner l'expression publique du racisme a également progressé. Dans l'enquête CNCDH 2000, 47 % des personnes interrogées estimaient que « les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes (comme par exemple » sale Arabe « devraient être condamnées par la justice » et 52 % dans le cas de « sale Juif » <sup>17</sup>. Quant à la proportion de personnes qui cherchent sinon à nier, du moins à oublier le passé de la seconde guerre mondiale et l'extermination des Juifs, elle est stable. Ils étaient 17 % en mai 2000 et 17 % en 1998, comme aujourd'hui <sup>18</sup>.

Une autre question révélatrice d'antisémitisme est régulièrement posée dans les sondages, sur le stéréotype du pouvoir occulte et de la toute puissance des Juifs. L'enquête CNCDH ne la reprend pas mais elle est posée dans deux des vagues du panel électoral français 2002. On demande le degré d'accord ou de désaccord avec une série d'opinions parmi lesquelles celle-ci : « Les Juifs ont trop de pouvoir en France ». Le propos n'est pas anodin. Il exprime une version *soft* du mythe véhiculé par les Protocoles des Sages de Sion, faux célèbre fabriqué par la police du tzar. Ceux qui approuvent ce stéréotype pensent aussi que les Juifs sont « trop nombreux » et qu'ils ne sont pas « des Français comme les autres ». En 1988 et en 1991, un Français sur cinq environ se dit tout à fait ou plutôt d'accord. À l'automne 1999, la proportion est passée à 31 %, et elle atteint 34 % à l'automne 2000 <sup>19</sup>. Mais à la veille du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, donc avant même le « séisme » que vont provoquer le score de

---

15. Sondage IFOP pour le CRIF, 13-20 février 1946 (N=1132).

16. Sondage Louis Harris pour le rapport 2000 de la Commission nationale consultative des Droits de l'homme, La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2000, Paris, La Documentation française, 2000.

17. Ibidem. L'échantillon était alors scindé en deux, la moitié interrogée sur des propos comme « sale Juif », l'autre moitié sur des propos comme « sale Arabe ».

18. Dans l'enquête SOFRES pour le CRIF, 30-31 octobre 1998 (voir l'article d'Olivier Duhamel précité, p. 184), 17 % estiment qu'on parle « trop » de l'extermination des Juifs pendant la seconde guerre mondiale, 58 % « juste comme il faut » et 24 % « pas assez ». Dans l'enquête SOFRES des 5-6 mai 2000 pour Le Nouveau mensuel ces proportions sont respectivement de 17 %, 44 % et 36 %. Voir SOFRES, L'état de l'opinion 2001, Paris, Seuil, 2000, p. 281.

19. Enquête CEVIPOF/SOFRES (9 -20 mai 1988), Observatoire interrégional du politique (17 juin-3 juillet 1991) et Louis Harris/ CNCDH, 17-24 novembre 1999 et 2-14 octobre 2000.

Jean-Marie Le Pen et sa qualification pour le second tour, la proportion de ceux qui approuvent le stéréotype est tombée à 25 %, et elle restée à ce niveau quand la question a été reposée au lendemain du second tour. Loin d'augmenter depuis deux ans, l'antisémitisme semble plutôt en baisse. Les réponses méritent d'être regardées dans le détail (tableau 3).

**Tableau 3 - Accord avec l'opinion « Les Juifs ont trop de pouvoir en France » (%)**

	1988	1991	1999	2000	2002/1	2002/2	Écart
Tout à fait d'accord	9	10	10	11	9	9	0
Plutôt d'accord	12	11	21	23	16	15	+3
<b>Total d'accord</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>31</b>	<b>34</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>+4</b>
Plutôt pas d'accord	19	16	30	30	32	32	+13
Pas du tout d'accord	33	33	27	25	27	34	+1
<b>Total pas d'accord</b>	<b>52</b>	<b>49</b>	<b>56</b>	<b>54</b>	<b>59</b>	<b>66</b>	<b>+14</b>
Sans réponse	27	30	13	12	16	9	-18
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquêtes CEVIPOF/SOFRES 1988, OIP1991, Louis Harris/CNCDH 1999 et 2000, Panel électoral français 2002, vagues 1 (8-20 avril) et vague 2 (15-31 mai).

Entre 1988 et 2002, le noyau dur des antisémites convaincus, ceux qui sont « tout à fait d'accord » avec l'idée que les Juifs ont trop de pouvoir, est resté remarquablement stable, aux alentours de 10 %. Dans le même temps, la proportion des personnes qui refusent de répondre, soit parce qu'elles n'ont pas d'opinion sur le sujet, soit parce qu'elles n'osent pas la dire, compte tenu du tabou qui pèse sur l'expression de l'antisémitisme depuis l'Holocauste, a considérablement décliné. Elle est passée de 27 % à 9 %, elle a été divisée par trois en moins de quinze ans. Les opinions se sont structurées sur la question, et elles s'expriment plus librement. Mais on note deux évolutions de sens contraire. Dans un premier temps, la libération de la parole a été plutôt le fait des antisémites, c'est la proportion des « plutôt d'accord » avec le stéréotype du pouvoir juif qui a augmenté entre 1991 et 2000. Tout se passe comme si la situation explosive du Proche Orient et la réprobation suscitée par la politique d'Israël dans les territoires rejaillissait négativement sur l'image de tous les Juifs, libérant un antisémitisme jusqu'ici latent mais censuré. Il y a moins d'antisémites honteux, ils sont plus nombreux à oser s'exprimer. Mais entre 2000 et 2002 c'est l'inverse, c'est le rejet du stéréotype qui s'affirme, la proportion des « plutôt pas » ou « pas du tout d'accord » a augmenté de 12 points. Au total, le fait le plus marquant de la période est la hausse record du refus de l'antisémitisme, tel que le mesure l'adhésion au vieux stéréotype de l'influence occulte des Juifs : deux adultes sur trois, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 2002, affirment leur désaccord. Et cette remontée ne traduit pas seulement une réaction contre la poussée de l'extrême droite et de ses idées, puisqu'elle se dessine avant même le premier tour présidentiel, comme si les violences répétées

contre la communauté juive, loin d'attiser ou de banaliser l'antisémitisme avaient fait prendre conscience du danger qu'il représente.

### **Veil antisémitisme ou « nouvelle judéophobie » ?**

S'il n'a pas progressé, cet antisémitisme a-t-il pour autant changé de nature ? Pierre-André Taguieff lui préfère le terme de « judéophobie », qui vise explicitement les Juifs, plus précis que celui d'antisémitisme, qui désigne le rejet des « Sémites », Juifs et Arabes confondus. La nouveauté de cette judéophobie, à ses yeux, réside dans son mode d'argumentation et ses motifs d'accusation. Elle n'est plus fondée sur la prétendue supériorité de la race aryenne, comme au temps du nazisme, mais sur l'antisémitisme et l'amalgame polémique entre « Juifs », « Israéliens » et « sionistes ». Retournant contre les victimes d'hier l'accusation de racisme et d'impérialisme, elle fait de Sharon un substitut d'Hitler, et glorifie les « victimes » du sionisme, Palestiniens, Arabes et Musulmans. Et si cette nouvelle judéophobie se développe en priorité dans le monde arabo-musulman, avec les réseaux de l'Islam radical, elle touche aussi les pays occidentaux, portée par des militants tiers-mondistes, au nom du combat antiraciste et anti-impérialiste. Bref, ce nouvel antisémitisme serait en train de changer de camp, et de passer de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

**Tableau 4 - Opinions à l'égard des minorités selon la perception des Français juifs (%)**

Les Français juifs sont des Français comme les autres	Les Français musulmans sont des Français comme les autres*	La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel*	Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps*	Il y a des races humaines plus douées que d'autres**
Tout à fait d'accord	85	75	58	10
Plutôt d'accord	69	57	42	8
Plutôt pas d'accord	13	38	5	28
Pas d'accord du tout	18	29	18	36
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>67</b>	<b>50</b>	<b>14</b>

*Sondage BVA/ CNCDH 2002. \*Proportion de « tout à fait » ou « plutôt d'accord » avec cette opinion  
 \*\*Proportion choisissant cette opinion plutôt que « les races humaines ça n'existe pas » ou « toutes les races humaines se valent »*

Si tel était le cas, l'hostilité envers les Juifs devrait aller de pair avec une attitude favorable aux Arabes, aux Musulmans, aux Palestiniens et des positions antiracistes affirmées. On peut le vérifier en croisant, dans l'enquête CNCDH,

les réponses aux questions qui ont trait à l'image des Français juifs, arabes et musulmans. Or on trouve exactement l'inverse. Ainsi ceux qui déniaient aux Juifs la qualité de Français à part entière sont les plus nombreux à la dénier également aux Musulmans. Ils sont aussi les plus critiques à l'égard des immigrés et des étrangers, les plus réticents à reconnaître leurs droits, les plus enclins à croire à la supériorité de certaines races sur d'autres, les moins choqués par les discriminations envers les Noirs et les Maghrébins, etc. L'antisémitisme, comme le montrent régulièrement tous les travaux sur le racisme, s'inscrit dans une attitude plus générale d'ethnocentrisme, au sens de valorisation de l'entre soi et rejet de la différence, qu'elle soit ethnique, religieuse ou culturelle <sup>20</sup>. Ceux qui refusent aux Juifs la qualité de Français à part entière n'aiment pas non plus les Arabes, ni les Musulmans, ni les immigrés (tableau 4). Et leur profil est similaire. Ces préjugés se développent en priorité dans les milieux peu instruits, chez des personnes en situation d'insécurité économique et d'infériorité sociale, qui font des minorités le bouc émissaire de leurs problèmes (tableau 5). Politiquement enfin, ces préjugés sont plus développés à droite qu'à gauche de l'échiquier politique. C'est, encore et toujours, à l'extrême droite qu'on trouve le plus de racistes et d'antisémites, chez les proches du FN et les électeurs de Le Pen (tableau 5), et c'est à l'extrême gauche, chez les électeurs qui, le 21 avril dernier, ont donné leur voix à Olivier Besancenot, qu'on en trouvait le moins. La proportion des « tout à fait d'accord » pour voir dans les Juifs et les Musulmans « des Français comme les autres » y atteint un niveau record de respectivement 87 % et 73 %, contre 47 % et 18 % chez ceux de Jean-Marie Le Pen (tableau 5).

**Tableau 5 - Facteurs sociopolitiques des opinions à l'égard des Juifs et des Musulmans (%)**

<b>% « tout à fait d'accord »</b>	<b>Les Français musulmans sont des Français comme les autres</b>	<b>Les Français juifs sont des Français comme les autres</b>
Diplôme		
Moins que le bac	37	59
Bac et +	54	71
CSP du chef de famille		
Patron	40	59
Cadre	60	78

20. C'est l'hypothèse de base d'Adorno et de ses collègues dans *La personnalité autoritaire* (1950). Sur la relation, aux États Unis, entre antisémitisme et racisme anti-Noirs voir Paul M. Sniderman et Thomas Piazza, *The scar of race*, Cambridge (Mas.), Londres, Belknap Harvard University Press, 1993. Sur les relations entre antisémitisme et ethnocentrisme en France voir Nonna Mayer, « Racisme et antisémitisme dans l'opinion publique française », p. 64-72 dans Pierre-André Taguieff (dir.), *Face au racisme*, Paris, La Découverte, tome 2 p. 99 et Nonna Mayer et Guy Michelat, « Sondages, mode d'emploi. Xénophobie, racisme et antiracisme en France : attitudes et perceptions », p. 87-102 dans le rapport précité de la CNCDH 2000.

Profession intermédiaire	50	72
Employé	44	65
Ouvrier	42	55
Vote présidentiel 2002 1er tour		
Arlette Laguiller	45	68
Olivier Besancenot	73	87
Robert Hue	50	67
Lionel Jospin	47	70
Noël Mamère	71	73
François Bayrou	64	71
Jacques Chirac	37	62
Jean-Marie le Pen	18	47
<b>Total votes de gauche</b>	<b>54</b>	<b>71</b>
<b>Total votes de droite</b>	<b>36</b>	<b>60</b>
Total	44	63

Sondage BVA/ CNCDH 2002

Grâce au panel électoral français 2002, on peut également mettre l'antisémitisme en relation avec la perception des acteurs du conflit israélo-palestinien. Sa deuxième vague d'enquêtes, après le second tour présidentiel, interroge sur la popularité d'un certain nombre de chefs d'État, dont Yasser Arafat et Ariel Sharon, que l'on peut croiser avec l'adhésion au stéréotype de la toute puissance des Juifs en France. La question posée était formulée ainsi :

« Et pour chacune des personnalités étrangères suivantes, quel est votre degré de sympathie à son égard, en vous servant toujours de ce thermomètre qui varie de 1 à 10 (1 correspond à une forte antipathie et 10 à une forte sympathie ? »

	Note moyenne	% de note 5 ou +
le Premier ministre israélien, Ariel Sharon	3,2	31 % ;
le Président des États-Unis, Georges Bush	4,5	54 % ;
le Premier ministre britannique, Tony Blair	5,7	77 % ;
le Président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat	3,7	38 %.

Source : Panel électoral français 2002, vague 2.

Le plus populaire est le Premier ministre britannique, avec un score de 5,7 sur 10 et 77 % de notes égales ou supérieures à 5, suivi d'assez loin par le Président des États Unis, dont le score moyen de sympathie est inférieur à 5 sur 10. Les leaders israélien et palestinien suscitent tous deux plus d'antipathie que de sympathie, Ariel Sharon arrivant bon dernier avec une note moyenne de sympathie aux alentours de 3 et 31 % seulement de notes égales ou supérieures à 5<sup>21</sup>. On note par ailleurs une forte corrélation positive entre la sympathie exprimée pour Sharon et la sympathie pour Bush. Mais contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, il n'y a pas de corrélation négative significative entre la sympathie pour Arafat d'une part et pour Sharon ou Bush d'autre part<sup>22</sup>. On note aussi une corrélation entre les sympathies exprimées pour ces leaders et la position de la personne interrogée sur l'axe gauche droite. La popularité de Sharon augmente à mesure que l'on se rapproche du pôle droit de l'échiquier politique, sa note moyenne sur 10 passant de 2,3 chez ceux qui se définissent comme d'extrême gauche à 4,2 pour ceux qui se définissent comme d'extrême droite<sup>23</sup>. La sympathie à l'égard de Georges Bush évolue de manière parallèle, sa note moyenne passant de 2,7 à l'extrême gauche à 5,6 à l'extrême droite. C'est exactement l'inverse dans le cas d'Arafat, dont la popularité passe de 1,9 à l'extrême droite à 4,8 à l'extrême gauche. Si on suit l'hypothèse de la « nouvelle judéophobie », logiquement l'adhésion au stéréotype antisémite « les Juifs ont trop de pouvoirs en France » devrait culminer à l'extrême gauche, chez les partisans d'Arafat et chez les plus hostiles au président américain et au Premier ministre israélien.

Or ce n'est pas si simple. La proportion d'antisémites, qui approuvent le stéréotype du pouvoir juif, croît effectivement avec l'antipathie exprimée pour Sharon, passant de 20 % chez ceux pour qui sa cote est la plus haute à 32 % chez ceux qui elle est la plus basse<sup>24</sup>. Mais cette proportion n'est pas plus élevée chez les pro-Arafat, au contraire : la proportion d'antisémites est plus fréquente chez ceux qui n'aiment pas le leader palestinien (28 %) que chez ceux qui l'aiment (25 %). Et si on croise les cotes de sympathie d'Arafat et de Sharon, on voit que les moins antisémites sont en fait ceux qui n'ont d'antipathie ni pour Sharon ni pour Arafat. De même la proportion d'antisémites n'est pas plus forte chez les anti-Bush, au contraire, elle s'élève avec le degré de sympathie exprimée pour le président américain, qui obtient globalement ses meilleurs scores chez les électeurs plus autoritaires, plus ethnocentriques et plus marqués à droite. Enfin loin d'être le fait de l'extrême gauche, l'antisémitisme atteint toujours ses niveaux record à l'extrême droite, avoisinant 40 % chez les proches du FN contre 20 % chez les proches des partis d'extrême gauche.

21. Scores calculés en excluant les sans réponses à la question, qui s'élèvent à respectivement 4 %, 1 %, 2 % et 2 % pour Sharon, Bush, Blair et Arafat.

22. R de Pearson respectivement de .48 (sympathie Bush/Sharon), -.03 (Sharon/Arafat) et -.07 (Bush/Arafat).

23. La question était formulée : « Vous-même diriez-vous que vous vous situez : à l'extrême gauche, à gauche, au centre, à droite, à l'extrême droite ? »

24. On a à chaque fois réparti l'échantillon en trois tiers, par niveau croissant de sympathie pour Sharon (notes 1-2-4/5 et +), Arafat (notes 1-2/3-4/5 et +) et Bush (notes 1-3/4-5/6 et +).

Quatre ou cinq questions de sondage ne permettent guère d'aller plus loin dans l'analyse des opinions antisémites en France aujourd'hui. Il en faudrait d'autres plus précises pour distinguer ce qui relève, au-delà de la réprobation manifestée à l'égard du gouvernement Sharon et de sa politique dans les territoires, de l'antisionisme ou refus du droit d'Israël à l'existence, de l'antijudaïsme dans sa dimension religieuse, du négationnisme et de la banalisation de la Shoah, et de l'antisémitisme au sens de racisme contre ceux et celles que l'on identifie aux Juifs. Et il faudrait une analyse plus fine pour analyser l'impact du conflit israélo-palestinien et du terrorisme islamiste sur les communautés concernées en France, et la vision que chacune a des autres, tenant compte des multiples manières qu'il y a de se vivre comme juif, arabe ou musulman dans l'Hexagone. Mais avec ces limites, les deux sondages sollicités montrent que dans la population dans son ensemble, l'antisémitisme au sens classique de préjugé contre les Juifs n'a pas progressé depuis deux ans, et qu'il n'a, pour l'instant, pas fondamentalement changé de nature.